

Rathausgasse 1
3011 Berne
Tél. 031 633 79 26
Fax 031 633 79 28
www.gef.be.ch

Responsable du dossier:
Samuel Steiner
Tél. 031 633 79 26
samuel.steiner@gef.be.ch

Ste/ve/rw

Commission sociale et de la jeunesse
A l'att. de M. Simon Brandt
Case postale 3983
1211 Genève 3

Berne, le 8 février 2008

Tests de drogue

Monsieur,

En réponse à votre courrier du 21 décembre 2007 concernant l'objet cité en marge qui nous a été transmis, nous pouvons vous répondre comme suit:

Depuis 1998, le laboratoire mobile de l'Office du pharmacien cantonal a procédé à quelque 234 analyses de produits de synthèse dans le cadre de 24 soirées techno et autres raves (cf. document détaillé en annexe). Réalisés en collaboration avec des travailleurs sociaux employés par le Réseau Contact (groupement d'aide en matière de dépendance), les projets Pilote e et Pilote P ont également permis de mener bon nombre de consultations avec des jeunes participant à ces fêtes. Nous avons constaté au cours du projet Pilote P que les soirées festives se déroulent désormais essentiellement à Zurich pour ce qui est de la Suisse alémanique. Si de telles manifestations ont lieu deux ou trois fois par année dans notre canton (la plupart du temps dans les «Fabrikhallen» à Roggwil), légitimant ainsi que nous continuions à analyser les substances consommées, Berne privilégie dorénavant les mesures de promotion de la santé (présence en discothèque, Safer Clubbing et informations sur le site internet www.outgoing.ch).

Compte tenu de l'évolution précitée, notre laboratoire mobile a été surtout utilisé ces dernières années dans des raves organisées à Zurich. Ainsi, avec l'appui de travailleurs sociaux de l'institution zurichoise «Streetwork», un millier d'analyses, suivies d'entretiens avec les jeunes, ont pu être menées depuis 2001 lors de 70 événements environ, et ce tant dans des petites discothèques qu'à l'occasion de manifestations de plus grande envergure comme la Streetparade. Si vous souhaitez en savoir plus sur cette collaboration ainsi que sur les résultats des deux études réalisées par les travailleurs sociaux à la suite desdites consultations, vous pouvez vous adresser à M. D. Ganci, de l'institution «Streetwork», qui se fera un plaisir de vous répondre (ville de Zurich, Soziale Einrichtungen und Betriebe, Jugendberatung Streetwork, Wasserwerkstrasse 17, 8006 Zurich).

Pour tout renseignement supplémentaire, M. H.-J. Helmlin, chef du laboratoire de contrôle pharmaceutique du canton de Berne, Baltzerstrasse 5, 3012 Berne (tél. 031 633 11 66), se tient à votre disposition. Vous voudrez bien nous excuser pour la documentation en grande partie en allemand. Notre service de traduction étant actuellement débordé, nous ne sommes pas en mesure de vous remettre l'entier des textes en français.

En espérant que ces indications vous seront utiles, nous vous prions d'agréer, Monsieur, nos salutations distinguées.

OFFICE DU PHARMACIEN CANTONAL



Dr. Samuel Steiner
Le pharmacien cantonal

Annexes:

- lettre du conseiller d'Etat Philippe Perrenoud adressée à Streetwork, Bienne
- Arrêté du Conseil-exécutif n° 1398
- Communiqué de presse relatif à la prévention de la toxicomanie en milieu techno
- Descriptif détaillé du projet Pilote P

Copie (sans annexe) à:

Mme C. Caspar, Office des affaires sociales, SAP, Rathausgasse 1, 3011 Berne

Rathausgasse 1
3011 Berne

Streetwork
Conseils et animation en milieu ouvert du
Réseau Contact
A l'att. de M. Eric Moser
Ruelle du Haut 15
Case postale
2501 Bienne

KOPIE

Tél. 031 633 41 11

Berne, 19 DEC. 2006

**Pilot P, prévention et drugchecking en milieu festif, un projet du Réseau Contact:
remise du rapport et du décompte finaux, commentaires et question**

Monsieur,

Avant toute chose, je tiens à vous remercier pour le rapport final complet et fort intéressant que vous m'avez fait parvenir sur le projet pilote P, achevé en juillet 2006. Mené pendant trois ans par le Réseau Contact sur mandat de la Direction de la santé publique et de la prévoyance sociale (SAP), celui-ci avait pour principaux objectifs d'entrer en contact avec les consommateurs de drogues techno, de les informer et de contribuer à réduire les risques dans les soirées.

Comme vous le savez, nous avons été tenus au courant de son déroulement par Mme Corinne Caspar, collaboratrice scientifique à l'Office des affaires sociales de la SAP et membre du groupe de pilotage chargé du suivi stratégique, politique et juridique, qui se composait par ailleurs de représentants du Ministère public, de la Police cantonale, de l'Office du pharmacien cantonal (OPHC) et du Réseau Contact.

En cours de route, le groupe de pilotage a constaté que les deux instruments utilisés dans le cadre de Pilot P – à savoir le stand d'information, point de ralliement permettant d'amorcer des discussions, voire de donner des conseils sur place, et le laboratoire mobile de l'OPHC – n'avaient pas permis d'atteindre les objectifs fixés, car les milieux visés, initialement présents à Berne, s'étaient déplacés à Zurich.

Comme l'OPHC pratique depuis plusieurs années des activités de testing dans cette ville, le groupe de pilotage s'est accordé sur le fait que le public cible pouvait aussi être couvert là-bas pour ce qui est du contrôle de drogues. On peut partir du principe que les résultats des analyses effectuées à Zurich, tout à fait parlantes, reflètent la situation sur le marché suisse.

Pour que le mandat soit néanmoins rempli, groupe cible, objectifs et dispositif ont été ajustés comme suit pour la dernière année du projet:

- Le but premier a été redéfini comme le «safer clubbing», soit la réduction durable des risques en milieu festif.
- Le travail sur le terrain, qu'il convient de poursuivre, est assuré en collaboration avec le groupe de pairs «AwareDanceCulture».
- Enfin, le site Internet «outgoing.ch» a été créé pour garantir une information fondée et à long terme du public cible. Cette plateforme virtuelle est en réseau avec les autres offres d'information, de conseil et de prévention proposées aux amateurs de soirées et de pilules.

En résumé, le projet pilote P n'a pas atteint l'objectif de départ, à savoir capter l'intérêt des jeunes raveurs et clubbeurs par le biais du laboratoire mobile et sensibiliser les consommateurs de drogues techno à la réduction des risques et des dommages. Il a dû être remodelé au printemps 2005, le groupe cible étant trop restreint. L'accent a alors été déplacé du public initialement visé aux gérants des clubs, à la police industrielle et aux services sanitaires, avec lesquels une collaboration a pu être établie dans le cadre du «safer clubbing». Quant à la sensibilisation des jeunes, elle est prise en charge par le groupe de pairs «AwareDanceCulture» qui, à la jonction entre scène techno et structures professionnelles, est le mieux à même de faire passer des messages préventifs.

Par conséquent, vu le recadrage des objectifs et des groupes cibles, une poursuite des activités de testing ne se justifie plus, aux yeux de la SAP, que dans des cas particuliers justifiés (grands événements, clubs «à problèmes»).

Je suis par ailleurs convaincu qu'avec les mesures mises en place suite à la réorientation du projet – qui s'inscrivent dans une stratégie de prévention des dépendances orientée sur les effets, comme le veut la législation sur l'aide sociale – il est possible d'atteindre les objectifs fixés avec une bonne balance entre investissements et résultats.

Enfin, je suis également persuadé que le dispositif développé dans le cadre de Pilot P (safer clubbing, outgoing.ch et AwareDanceCulture) permet de fournir des prestations de prévention en milieu festif importantes, axées sur le long terme et adaptées à la situation du canton de Berne. Cela étant, je considère le projet pilote P proprement dit comme clos et je remercie tous les participants pour leur engagement.

En me réjouissant de poursuivre notre collaboration constructive, je vous prie d'agréer, Monsieur, mes salutations distinguées.

LE DIRECTEUR DE LA SANTÉ
PUBLIQUE ET DE LA
PRÉVOYANCE SOCIALE:



Philippe Perrenoud
Conseiller d'Etat

Copie p.i.:

- à M. S. Steiner, SAP, pharmacien cantonal, Rathausgasse 1, 3011 Berne
- à M. R. Kerner, Ministère public, Amthaus, Hodlerstrasse 7, 3011 Berne
- à M. S. Lanzrein, chef Brigade spéciale 2 de la Police judiciaire, Police cantonale, Nordring 30, 3013 Berne
- M. J. Huber, directeur du Réseau Contact, Monbijoustr. 70, case postale, 3000 Berne 23

21. Mai 2003 44C

1398

**Fonds für Suchtprobleme: Projekt „Pilot P“
Gewähren eines einmaligen Verpflichtungskredites**

Betrifft: Projekt „Pilot P“, Contact Netz, 3000 Bern 23
Neue einmalige Ausgabe

Begründung: Gemäss Gesetz über die öffentliche Sozialhilfe vom 11.06.2001 (Sozialhilfegesetz, SHG), Artikel 70, können aus der unter der Bezeichnung „Fonds für Suchtprobleme“ bestehenden Spezialfinanzierung Massnahmen und Einrichtungen der allgemeinen Gesundheitsförderung, der Suchtprävention und der Suchthilfe unterstützt werden.

Durch das Projekt „Pilot P“ führt das Contact-Netz ein Substanz- und Tablettentesting mit Beratung vor Ort in der Party-Szene durch. Unter Einbezug des Kantonsapothekeramts sowie der Staatsanwaltschaft sollen Wirkungen und Nebenwirkungen von neuen Party- und Designerdrogen getestet werden, um daraus weiterführende Präventionsangebote im Rahmen der Basisdienste des Contact Netz abzuleiten. Das Projekt beginnt im Juli 2003 und läuft bis Juni 2005.

Vor diesem Hintergrund unterstützt die Gesundheits- und Fürsorgedirektion das Gesuch des Projekts „Pilot P“ um einen Finanzierungsbeitrag in der Höhe von total Fr. 130'000.-, auszubezahlen in zwei Tranchen à Fr. 65'000.- in den Jahren 2003 und 2004, zu bezahlen aus dem Fonds für Suchtprobleme.

Rechtsgrundlagen: Gesetz vom 11.06.2001 für die öffentliche Sozialhilfe (Sozialhilfegesetz, SHG), Artikel 69, 70, 76
Finanzhaushaltgesetz vom 10. November 1987, Artikel 16d und 16g, Absatz 2 Buchstabe a
Fonds für Suchtprobleme – Richtlinien für die Verwendung vom 6.12.1999

Kreditsumme: Fr. 130'000.–

Ausgabenart: Neue einmalige Ausgabe

Kreditbezeichnung: Verpflichtungskredit

Rechnungsjahre: 2003: Fr. 65'000.--
2004: Fr. 65'000.--

Konto: 5042 423650 – 10001 Fonds für Suchtprobleme
(Verhütung/Missbrauch)

An die Gesundheits- und Fürsorgedirektion

Für getreuen Protokollauszug

Der Staatsschreiber

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'S. Rege', is written below the text 'Der Staatsschreiber'.

Staatskanzlei

Postgasse 68
Postfach 602
3000 Bern 8
Telefon 031 633 75 91
Telefax 031 633 75 97

KOPIE

Sperrfrist: 09. Mai 2000, 09.30 Uhr

Medienkonferenz vom 09. Mai 2000

**Suchtprävention an
Technoparties - das Projekt
„pilot e“**

Postgasse 68
3000 Bern 8
Telefon 031 633 75 91
Telefax 031 633 75 97
info.ai@sta.be.ch

Bern, 9. Mai 2000
(ef) (:::odma\pdocs\dócssta\1034901)

Suchtprävention an Technopartys

Den Kontakt zu Konsumenten von Partydrogen hergestellt

aid. Das 1998/99 im Kanton Bern durchgeführte Projekt zur Suchtprävention an Technopartys („pilot e) war ein Erfolg. An den insgesamt 17 Veranstaltungen zeigten über 1'500 Personen Interesse an Informationen über die Risiken des Konsums von Partydrogen; 600 von ihnen liessen sich auf ein Beratungsgespräch ein. 89 Personen liessen die mitgebrachten Drogen analysieren. Der Kenntnisstand vieler Jugendlicher über die Konsumrisiken war gering.

Vom September 1998 bis Oktober 1999 führte die Gesundheits- und Fürsorgedirektion des Kantons Bern in Zusammenarbeit mit dem Berner Forum ein Projekt zur Suchtprävention an Technopartys durch. An insgesamt 17 Veranstaltungen erhielten die jugendlichen Besucherinnen und Besucher an einem Infostand Flyers und Broschüren über die Risiken des Konsums von illegalen Drogen. Angeboten wurde auch eine Beratung durch Fachleute. Zudem konnten die Besucherinnen und Besucher die mitgebrachten Pillen mit einem speziellen Gerät vor Ort analysieren lassen. In einem begleitenden Gespräch wurden sie auf die Risiken des Drogenkonsums aufmerksam gemacht. Die Auswertung des Projekts hat der bernische Gesundheits- und Fürsorgedirektor, Regierungsrat Samuel Bhend, zusammen mit der Präsidentin des Berner Forums, Dr. Ruth-Gaby Vermot-Mangold, heute (9.05.2000) an einer Medienkonferenz in Bern vorgestellt.

Das Informationsbedürfnis der Jugendlichen über die Gefahren des Konsums von Partydrogen war gross. An den 17 Veranstaltungen, die von insgesamt rund 30'000 Personen besucht wurden, interessierten sich über 1'500 Personen für die am Infostand abgegebenen Unterlagen. 600 Besucherinnen und Besucher liessen sich auf ein Beratungsgespräch ein. 150 Beratungsgespräche waren von längerer Dauer. Von den 600 Personen, die auf das Beratungsangebot eingestiegen sind, liessen 89 Personen die mitgebrachten Drogen analysieren. Insgesamt 162 Proben wurden vorgenommen. Der Kenntnisstand über die Konsumrisiken war bei vielen Besucherinnen und Besuchern gering. Viele Jugendliche beurteilen die Substanzen nach ihrer Wirkung und nicht nach dem Konsumrisiko und den Nebenwirkungen. Die Mehrheit befolgt zwar einige Massnahmen zur Minimierung der Risiken, ignoriert aber andere zentrale Verhaltensregeln wie namentlich das Vermeiden von Mischkonsum. 40 Prozent der befragten Personen beurteilten die in Ecstasy wirksame Substanz MDMA als „nicht gefährlich“.

Die wesentlichen Ziele des Projekts wurden nach Ansicht des bernischen Gesundheits- und Fürsorgedirektors erreicht. Mit den attraktiven Infoständen und dem High-Tech-Analysegerät ist es gelungen, den Kontakt zu den gefährdeten Drogenkonsumentinnen und -konsumenten relativ leicht herzustellen. Viele Partybesucherinnen und -besucher wurden für die Problematik des Drogenkonsums sensibilisiert. Die Präventionsbotschaft ist bei vielen angekommen: Keine Drogen konsumieren ist besser. Wer dennoch Drogen konsumiert, soll dies im Bewusstsein der damit verbundenen Gefahren tun. Das Pilotprojekt Ecstasy ist deshalb ein „viel versprechender Ansatz, der es Wert ist, weiter geprüft zu werden.“ In welcher Form dies geschehen soll, wird im Verlauf des Jahres in Zusammenarbeit mit Bund und anderen Kantonen geprüft.

Notiz an die Redaktionen

Weitere Auskünfte erteilt: Regierungsrat Samuel Bhend, Gesundheits- und Fürsorgedirektor, ☎031 633 79 00

PROJEKT

PILOT P

KOPIE
Prävention und
Drug-Checking

in der Partyszene

Inhaltsverzeichnis

Projekt Pilot P, Prävention und Drug-Checking in der Partyszene, Contact Netz	3
1.1 Leitung	3
1.2 Projekttitle	3
1.3 Projektziele	3
1.4 Zielgruppe	3
1.5 Thematik	3
1.6 Bedürfnisabklärung	5
2. Wirkungsziele (Indikatoren für Zielerreichung)	5
2.1. Organisation, Infrastruktur, Vernetzung	5
2.2 Schulung	5
2.3 Öffentlichkeitsarbeit	5
2.4 Veranstaltungen	5
3. Massnahmen	6
3.1 Organisation, Infrastruktur, Vernetzung	6
3.2 Schulung	6
3.3 Öffentlichkeitsarbeit	7
3.4 Veranstaltungen	7
4. Wirkungsmessung	8
4.1 Organisation, Infrastruktur, Vernetzung	8
4.2 Schulung	8
4.3 Öffentlichkeitsarbeit	8
4.4 Veranstaltungen	8
5. Qualitätsförderung	8
6. Ablauf, Zeitplan, Organisation	8
7. Personal und Material.	9
8. Budget	9
9. Bewilligter Budgetkredit	9
10. Trägerschaft	9

Projekt Pilot P, Prävention und Drug-Checking in der Partyszene, Contact Netz

Überarbeitung „Nachfolgeprojekt von Pilotprojekt Ecstasy“

1.1 Leitung

Gesamtleitung:

Contact Netz

Berner Gruppe für Jugend-, Eltern- und Suchtarbeit
Geschäftsleitung Jakob Huber
Monbijoustr. 70 - Postfach
3000 Bern 23
Tel. 031 / 378 22 20 - Fax 031 / 378 22 25
E-mail: barbaragafner@contact-bern.ch

Projektleitung:

Streetwork

Gassennahe Beratung und Animation des Contact Netz
Eric Moser
Obergässli 15 - Postfach 459
2501 Biel / Bienne
Tel. 032.323.36.65 – Fax 032.322.60.45
E-Mail: emoser@drop-in.org

1.2 Projekttitle

Pilot P, Prävention und Drug-Checking in der Partyszene, Contact Netz

1.3 Projektziele

Das Projekt *Pilot P* verfolgt folgende Hauptzielsetzungen:

1. Vertiefen und ausbauen der gesammelten Erfahrungen (Pilotphase von „Pilot e“, Testing Zürich, ...).
2. Sensibilisierung der jugendlichen PartybesucherInnen im Sinne der Risiko- und Schadensminderung im Zusammenhang mit dem Konsum von Partydrogen.
3. Vermitteln von präventiven Botschaften und Informationen über Substanzen.
4. Verminderung des Risikos von gesundheitlichen Schäden durch den Konsum von Drogen unbekannter Zusammensetzung und Dosierung.
5. Zusammenarbeit mit Veranstaltern für die Entwicklung von gesundheitsfördernden Rahmenbedingungen für Partyveranstaltungen
6. Erfahrungs- und Wissenstransfer in Zusammenarbeit mit kantonalen, nationalen und internationalen Fachstellen.

1.4 Zielgruppe

Alle BesucherInnen ab 16 Jahren von ausgewählten öffentlichen Techno-Partys im Kanton Bern.

1.5 Thematik

Partydrogen wie Ecstasy, Amphetamine, Methamphetamine und andere vergleichbare synthetische Substanzen haben sich in den letzten Jahren stark verbreitet. An Techno-Events wird ausserdem ein zunehmender Konsum von *klassischen* Drogen wie Kokain und Heroin registriert. Diese Substanzen werden von gesellschaftlich meist gut integrierten Jugendlichen z.T. aufgrund fehlender Informationen oft bedenkenlos konsumiert. Die Qualität und die Quantität der Substanz in den gekauften und konsumierten Pillen, Kapseln und Pulvern können sehr unterschiedlich sein. Das Gefährdungspotenzial beim Konsum solcher Substanzen ist meistens schwer abschätzbar und wird häufig unterschätzt.

Die Zielgruppe ist durch herkömmliche Angebote schwer zu erreichen. Für Suchtfachleute ist es daher nicht leicht, innerhalb dieser Jugendsubkultur direkte Kontakte zu den Jugendlichen aufzubauen. Um diese zu erreichen, braucht es ein zielgruppenorientiertes und szenennahes Präventionsangebot, welches klare Botschaften und sachliche Informationen vermittelt.

In der Zeit von August 1998 bis Oktober 1999 wurden mit dem **Pilotprojekt Ecstasy**, Suchtprävention für Jugendliche an Parties, erste umfassende Erfahrungen gemacht, die ausgewertet und extern evaluiert wurden (vgl. interner Schlussbericht und externe Evaluation).

Das Projekt Ecstasy wurde von der Stiftung Contact Bern unter Beteiligung des Pharmazeutischen Kontrolllabors des Kantonsapothekeramtes durchgeführt und durch die Gesundheits- und Fürsorgedirektion begleitet und finanziell gesichert. Auf Antrag der Stiftung Contact Bern bewilligte der Regierungsrat des Kantons Bern am 18. Februar 1998 einen Kredit von Fr. 110'000.-- für die Realisierung des Pilotprojektes Ecstasy. Das Projekt zielte darauf ab, in Zusammenarbeit mit Veranstaltern von Technoparties und Klubbesitzern zwecks Information, Beratung und Prävention, mit jugendlichen PartydrogenkonsumentInnen und Experimentierenden Kontakt aufzunehmen.

Den angesprochenen Jugendlichen wurde vor Ort mittels eines Informationsstandes und spezifischer Beratung über Party- und anderen Drogen die Möglichkeit gegeben, ihre Substanzen durch das mobile HPLC – Analysegerät (High Performance Liquid Chromatograph) quantitativ und qualitativ testen zu lassen. Verbunden mit jedem Test war eine standardisierte Befragung mittels Fragebogen zu Alter, Geschlecht, Beruf / Ausbildung, Konsumgewohnheiten, Konsumkarriere, Einstiegsalter, Mischkonsum, Wirkungen und Nebenwirkungen.

Die Zusammenarbeit mit den Veranstaltern der besuchten Anlässe verlief im Pilotprojekt e meist problemlos und kooperativ. Durch die gute Zusammenarbeit mit der Polizeidirektion, der Staatsanwaltschaft sowie der Fürsorgedirektion in einer Steuergruppe konnten Probleme und Konflikte frühzeitig aufgefangen und einvernehmlich gelöst werden. Konflikte vor Ort zwischen Projekt und Polizei sind keine entstanden.

Das Pilotprojekt e und der gewählte Präventionsansatz wurden von den Jugendlichen sehr gut aufgenommen. Die zentrale Botschaft **kein Drogenkonsum ist besser als jeder Drogenkonsum, wer trotzdem Drogen konsumiert, soll dabei die Risiken möglichst gering halten** konnte durch den Projektansatz in der Szene vermittelt werden.

Nach Abschluss des Projektes wurde Pilot e extern durch Ralph Thomas, lic. phil I, Biel evaluiert. Folgende Schlussfolgerungen wurden gemacht:

- Das Projekt Pilot e wird als sehr guter Ansatz beurteilt, Jugendliche mit Präventionsbotschaften zu erreichen und zu sensibilisieren.
- Der Informationsbedarf, respektive Informationsmangel bei Jugendlichen, Unterrichtenden und Erziehenden scheint gross zu sein. Solange auf Primärpräventionsebene nicht garantiert werden kann, dass Wirkung und Gefahren von Partydrogen vermittelt werden, ist es richtig und wichtig, dass Informationen vor Ort in Form von Sekundärprävention geleistet wird.
- Inwiefern die Präventionsbotschaften auch greifen und umgesetzt werden, kann nur mittels längerfristig angesetzter Studien eruiert werden.
- Im Falle eines Folgeprojektes ist die Möglichkeit einer wissenschaftlichen Begleitung inkl. Evaluation zu prüfen.
- Die Möglichkeit einer Beteiligung des BAG wäre ebenfalls zu prüfen, was den überkantonalen und gesamtschweizerischen Nutzen anbelangt: Grossanlässe, Produktion von Infomaterial, Pilotcharakter und wissenschaftliche Evaluation
- Eine Systematisierung, Koordination und Intensivierung von Sekundärpräventionsansätzen auf allen Ebenen bei Erziehenden und Unterrichtenden im Kanton Bern ist zu fördern.

An der Pressekonferenz zum Pilotprojekt Ecstasy am 9. Mai 2000 wies auch der Berner Gesundheits- und Fürsorgedirektor Samuel Bhend auf den *vielfersprechenden Ansatz* hin, der weiter geprüft werden sollte.

In der Steuergruppe des Pilotprojektes wurden der Ansatz und dessen Stossrichtung ebenfalls begrüsst.

Das Testing in Zürich sowie verwandte Projekte in Österreich und Deutschland bestätigen alle gemachten Erfahrungen und die Notwendigkeit szenennaher Präventionsarbeit.

Das Contact Netz ist aufgrund der gemachten Erfahrungen und des von nationaler und internationaler Seite entgegengebrachten Interesses hoch motiviert, diesen Präventions- und Früherkennungsansatz auszubauen und weiterzuentwickeln.

Die Arbeit in diesem Bereich wurde im Streetwork Biel in den letzten Jahren gezielt ausgeweitet und vertieft, so dass hier hilfreiche Synergien mit dem Projekt P gemacht werden können. Namentlich entstand hier das *Aware Dance Culture Peergroup Project*, welches vom FASD finanziell unterstützt wird und die Kapazität und Kompetenz aufweist, das Projekt Pilot P tatkräftig zu unterstützen.

1.6 Bedürfnisabklärung

Während der Zeit des Pilotprojektes Ecstasy (Sept. 1998 bis Okt. 1999) und an insgesamt 17 Veranstaltungen im Kanton Bern konnten 162 Substanzen analysiert werden. Mit dem Informationsstand konnten 1'500 Personen erreicht werden. Es fanden 600 Kurzberatungen statt, davon etwa 150 längere Beratungsgespräche. Der interne Schlussbericht zur Pilotphase ZH (2001-2002) unterstrich die grosse Nachfrage szenennahe Präventionsarbeit.

Der Informationsstand und das Analysegerät waren an den meisten Anlässen richtiggehend belagert, und oft konnte der Andrang von Wissbegierigen, Interessierten und Testwilligen mit den vorhandenen Ressourcen nicht vollumfänglich bewältigt werden.

Die am Projekt beteiligten SozialarbeiterInnen vom Contact Bern und die StreetworkerInnen vom Drop-In Biel sahen in ihrer Beteiligung am Projekt eine gute Möglichkeit, mittels eines konkreten Angebotes in einer trendorientierten Jugendkultur präsent zu sein, Beziehungen aufzubauen, Informationen und Beratungen anzubieten und Entwicklungen zu verfolgen.

Die Akzeptanz und das Interesse von PartybesucherInnen für eine szenennahe Prävention und Harm Reduction sind sehr hoch. Wie die Erfahrungen gezeigt haben, ist der durchschnittliche Wissensstand von Jugendlichen über die Wirkungen und Gefahren konsumierter Substanzen häufig zu gering, oft auch fehlerhaft. Ihr Konsumverhalten ist dementsprechend risikobehaftet.

Das Contact Netz kann mit einer Fortsetzung einen neuartigen und innovativen Früherfassungs- und Präventionsansatz ausbauen und fundiertere Erfahrungen sammeln, um Jugendliche vor dem Missbrauch risikoreicher Substanzen zu schützen und um sie zu sensibilisieren.

2. Wirkungsziele (Indikatoren für Zielerreichung)

2.1. Organisation, Infrastruktur, Vernetzung

- Das Projektteam ist aus dem Kernteam und 4-5 regional delegierten BeraterInnen aus Einrichtungen des Contact Netz zusammengesetzt.
- Das Kernteam besteht aus zwei ProjektmitarbeiterInnen und dem Chemiker des Pharmazeutischen Kontrolllabors.
- Die Steuergruppe besteht aus VertreterInnen des Contact Netz, Gesundheits- und Fürsorgedirektion des Kantons Bern, Kantonsapothekeramt, Staatsanwaltschaft/Justiz und Polizei.
- Stellenbeschreibungen für die Beteiligten sind erstellt.
- HPLC-Analysegerät, Stand- und Informationsmaterial für Partys sind vorhanden.
- KlientInnenbefragungsstandards sind den internationalen Kriterien der EMCDDA (European Monitoring Centre for Drug Addiction) angepasst.
- Geschulte Peers unterstützen nach Möglichkeit das Projektteam.
- Konkrete Vorschläge zur Zusammenarbeit mit anderen Präventions- und Beratungsstellen (BEGES, AIDS-Hilfe) wurden unterbreitet.
- Zusammenarbeit mit Veranstaltern für die Entwicklung von gesundheitsfördernden Rahmenbedingungen für Partyveranstaltungen ist etabliert.
- Datentransparenz für alle Mitglieder der Steuergruppe ist erreicht.
- Mit vergleichbaren nationalen und internationalen Projekten und Datennetzwerken findet ein regelmässiger Informations- und Erfahrungsaustausch statt.

2.2 Schulung

- Projektteam ist für den Einsatz im Arbeitsgebiet speziell geschult
- Briefing vor den Einsätzen
- Evaluation nach den Einsätzen

2.3 Öffentlichkeitsarbeit

- Die Öffentlichkeit ist mittels Beiträgen in der überregionalen Tagespresse informiert.
- Das Projekt stellt sich in Fachzeitschriften vor
- Szenennahe Medien werden eingesetzt (www)

2.4 Veranstaltungen

- Im ersten Verlaufsjaahr Besuch von mindestens 8-10 ausgewählten Tanz-Events im Kanton Bern
- Pro folgendem Verlaufsjaahr Besuch von mindestens 10-12 ausgewählten Tanz-Events im Kanton Bern.
- Pro Anlass Testing von durchschnittlich 7-10 Substanzen und entsprechende Befragung der testwilligen Personen.
- Pro Anlass durchschnittlich 20 zusätzliche Befragungen von StandbesucherInnen.
- Information über die Präsenz und Angebot des Pilot P an alle BesucherInnen des Anlasses: wenn möglich vorausgehend durch Vermerk auf dem Veranstaltungsflyer, durch persönliche Hinweise und mittels Handzettel am Eingang.
- Abgabe von Präventionsmaterial und Informationen
- Kurzberatungen und Weitervermittlung der PartybesucherInnen an zuständige Institutionen

??

3. Massnahmen

Wie die Wirkungsziele sind auch die Massnahmen in vier Ebenen gegliedert.

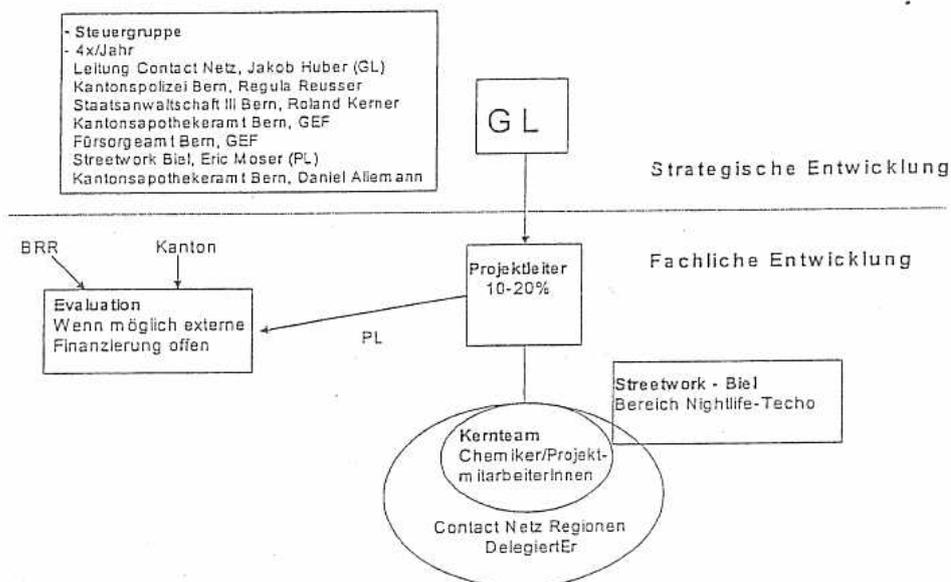
3.1 Organisation, Infrastruktur, Vernetzung

Das Projekt *Pilot P* ist im Contact Netz strategisch der Geschäftsleitung unterstellt. Die Leitungsperson des Streetworks Biel übernimmt die operative Leitung des Projektes. Für die operative Projektumsetzung sind zwei ProjektmitarbeiterInnen angestellt, welche zusammen mit dem Chemiker des Pharmazeutischen Kontrolllabors das Kernteam bilden. Das Kernteam wird vor Ort jeweils von 1-2 regional delegierten BeraterInnen der betroffenen Region unterstützt. Das Projektteam bildet sich somit aus dem Kernteam und 4-5 regional delegierten BeraterInnen des Contact Netz (insgesamt 50 Stellenprozent). Die Mitglieder des Projektteams erhalten neue oder inhaltlich angepasste Stellenbeschreibungen für die Aufgaben.

Das Kernteam ist verantwortlich für die Sicherstellung der Infrastruktur, die Beschaffung des nötigen Informations- und Präventionsmaterials, die Ausarbeitung der Fragebogen für Testwillige (gemäss Kriterien EMCDDA) und die Fragebogen für StandbesucherInnen. Das Projektteam vereinbart mit anderen Präventions- und Beratungseinrichtungen Rahmen, Zielsetzung und Inhalte der Zusammenarbeit. Die Form dieser Vereinbarung wird schriftlich festgehalten.

Die Geschäftsleitung des Contact Netz ist verantwortlich für die Zusammenstellung einer Steuergruppe aus VertreterInnen des Contact Netz, der Gesundheits- und Fürsorgedirektion des Kantons Bern, des Kantonsapothekeramtes, der Staatsanwaltschaft und der Kantonspolizei. Die Steuergruppe trifft sich in der Regel vierteljährlich und hat die Aufgabe, das Projekt in Fragen der Strategie, der Politik und des Rechtes zu beraten. Sie trägt durch ihre Zusammensetzung auch zu einer Verankerung bei den vertretenen Behörden bei und wird von den Projektverantwortlichen über Erfahrungen, Trends, Analysen und Beobachtungen informiert. Von den Sitzungen der Steuergruppen wird ein Protokoll geführt.

Organigramm Pilot-P



Die bestehenden nationalen und internationale Kontakte mit vergleichbaren Projekten und Datennetzwerken werden aktiviert und wo nötig neu aufgenommen. Es wird ein regelmässiger Austausch von Trends, Erfahrungen, Analysen, Referenzsubstanzen und Beobachtungen installiert.

3.2 Schulung

Das Projektteam wird vor Projektbeginn speziell in seine Tätigkeit eingeführt. Dabei wird das Setting, der Ablauf, unsere Grundhaltung und die Botschaft kommuniziert und gefestigt. Im Weiteren werden die MitarbeiterInnen speziell über Partydrogen, Wirkungen, Nebenwirkungen, Risiken, rechtliche Aspekte und Erste Hilfe Massnahmen informiert. Alle Jahre wird mindestens ein spezieller Weiterbildungstag für das Projektteam zu einem bestimmten Fachthema organisiert. Ein kurzes Briefing vor jedem Anlass dient zur Information des Teams über Verlauf und neue Erkenntnisse.

3.3 Öffentlichkeitsarbeit

Für die Öffentlichkeitsarbeit ist die Geschäftsleitung des Contact Netz in Zusammenarbeit mit der Gesundheits- und Fürsorgedirektion des Kantons Bern zuständig. Vor Projektstart soll die Öffentlichkeit in der überregionalen Tagespresse über Inhalte und Zielsetzungen des Projektes informiert werden. Dazu soll nach einem Jahr ein weiterer Bericht über den Projektverlauf, spezielle Erfahrungen und Trends erfolgen. Der Abschluss des Projektes wird mit den entsprechenden Ergebnissen an einer Pressekonferenz den Medien kommuniziert.

Während und zum Schluss des Projektes sollen Inhalte, Zielsetzungen, Erfahrungen und Ergebnisse in Fachzeitschriften publiziert werden.

Szenennahe Medien wie das Internet werden gezielt zur Information der Öffentlichkeit eingesetzt.

3.4 Veranstaltungen

Die Events und Clubs werden von den Verantwortlichen aufgrund verschiedener Kriterien nach methodischer Bedürfnisabklärung ausgewählt.

VeranstalterInnen von Techno-Parties werden im Vorfeld vom Projekt P sensibilisiert. Sie werden um Zusammenarbeit und die Möglichkeit eines geeigneten Standplatzes für das Testing angefragt.

Minimale räumliche und organisatorische Voraussetzungen müssen vom Veranstalter gewährleistet sein, um bei den ausgewählten Events eine möglichst grosse Erreichbarkeit der Zielgruppe zu ermöglichen. Der *Standplatz* soll sich nicht im Immissionsbereich der Musik befinden, sondern muss an einem ruhigeren und dennoch zentralen Ort festgelegt werden.

Die jeweilige Polizeidirektion und das jeweilige Regierungsstatthalteramt werden gemäss Vereinbarung über unsere Präsenz informiert.

Das Kernangebot des Projektes bildet der Informations- und Beratungsstand mit einem vielfältigen Sortiment an Informationsmaterialien und Flyers über Drogen, Safer-Sex, Beratungsangeboten und Hilfseinrichtungen und das mobile HPLC – Analysegerät

In der Regel sind pro Anlass 4 mit spezieller Kennzeichnung (z.B. T-Shirts) versehene MitarbeiterInnen anwesend.

(Chemiker/Laborant, Projektmitarbeiter und 2 regional delegierte BeraterInnen von Suchtberatungsstellen des Contact Netz).

Alle BesucherInnen werden nach der Türkontrolle im Eingangsbereich mittels Handzettel über das Angebot und die Präventionsbotschaft informiert, welche auch am Informationsstand kommuniziert wird.

Testwillige müssen sich einer standardisierten Befragung mittels Fragebogen unterziehen. Für die Analyse muss die ganze Substanz anonym und diskret abgegeben werden, um Gewicht, Masse, Aussehen, und Farbe der Kapseln bzw. Pillen detailliert aufzunehmen. Ein ausreichender Teil der Substanz wird zur Analyse entnommen und der Rest wird bis zur Bekanntgabe des Testresultates zurückbehalten. Das Analyseresultat wird nach der Untersuchung dokumentiert, der betreffenden Person mündlich bekannt gegeben und es wird unabhängig von der Substanz und Menge auf das Risiko des Drogenkonsums verwiesen. Eine gesicherte Resultatveröffentlichung an der Resultatwand ermöglicht die Beratung über die getesteten Substanzen auch für BesucherInnen, die nichts getestet haben. Kurzberatungen können anhand der veröffentlichten Resultate gemacht werden. Es werden **grundsätzlich keine Klassierungen wie gute und schlechte Substanz** vermittelt. Bei Planung und Durchführung einer Aktion wird streng beachtet, dass Informationsmaterial, Beratungsgespräch und die Ergebnisse der Analysen nicht als Anregung zum Konsum illegaler Substanzen missverstanden werden kann.

Die Botschaft

„Es gibt keinen Drogenkonsum ohne Risiko. Wenn du Risiken vermeiden willst, nimm keine Drogen. Wenn du dich trotzdem für den Konsum von Drogen entscheidest, informiere dich, um Risiken und Schäden möglichst gering zu halten“

vermittelt, dass wir Drogenkonsum nicht befürworten, aber die Tatsache, dass konsumiert wird, akzeptieren und einen Beitrag zur Schadensreduktion und Sekundärprävention leisten.

Am Stand wird Präventionsmaterial gratis abgegeben. Personen welche sich im Umfeld des Standes aufhalten, werden angesprochen und ermuntert, einen Fragebogen zu ihrem Drogenkonsum, ihrer Haltung gegenüber dem Präventionsprojekt sowie andere personenspezifische Daten auszufüllen. Beratungsgespräche und Kontakte sowie Verbrauch von Informationsmaterial werden von den MitarbeiterInnen dokumentiert.

Mit einer regelmässigen Präsenz und Kontakten der SozialarbeiterInnen an Technoveranstaltungen kann so eine für Beratung und Prävention notwendige Vertrauensbasis mit dem Zielpublikum aufgebaut werden.

Je nach Ort, Grösse, Anlass und Interesse werden andere Präventions- und Beratungseinrichtungen wie AIDS- Hilfe, BEGES- Fachstellen, Peers etc. in unsere Präsenz integriert.

Ein ausserkantonaler Auftritt ist möglich, wenn der entsprechende Kanton die notwendigen rechtlichen Voraussetzungen und die Übernahme der vollen Kosten gewährleistet.

!!

??

4. Wirkungsmessung

4.1 Organisation, Infrastruktur, Vernetzung

- Die getroffenen Massnahmen im Bezug auf Organisation, Infrastruktur und Vernetzung sind sachdienlich, nützlich und adäquat. Sie konnten im geplanten Ausmass umgesetzt und realisiert werden. Als Belege dazu dienen Stellenbeschreibungen, Fragebogen für Testwillige und StandbesucherInnen, Sitzungsprotokolle, Zusammenarbeitsvereinbarung sowie erhaltene und vermittelte Informationen mit vergleichbaren nationalen und internationalen Projekten.

4.2 Schulung

- Die Schulung trägt dazu bei, dass die Mitglieder des Projektteams ihre Aufgaben sicherer und kompetent ausüben können.

4.3 Öffentlichkeitsarbeit

- Alle Medienberichte und die Veröffentlichungen in Fachzeitschriften werden gesammelt und ausgewertet.

4.4 Veranstaltungen

- Alle Veranstaltungen werden mittels eines standardisierten Rapportes protokolliert. Dieser dient zur Illustration des Einsatzes und enthält Informationen wie geschätzte Anzahl BesucherInnen, Ort, Datum und Besonderheiten. Es wird jeweils ermittelt, wie viele Personen sich während eines Einsatzes am Stand aufhielten, wie viele Flyers, Booklets und Broschüren abgegeben wurden und wie viele Personen vor Ort beraten wurden.
- Alle getesteten Substanzen werden fotografiert, gewogen, ausgewertet und registriert. Der Bericht und die Analyseresultate aus dem Labor folgen in nützlicher Frist und werden falls nötig an die europäischen Monitoringzentren weitergeleitet.
- Die Hauptbotschaft „Es gibt keinen Drogenkonsum ohne Risiko. Wenn du Risiken vermeiden willst, nimm keine Drogen. Wenn du dich trotzdem für den Konsum von Drogen entscheidest, informiere dich, um Risiken und Schäden möglichst gering zu halten.“ kann vermittelt werden
- Die Ergebnisse der Befragungen und der Substanzentests werden in einem speziellen Schlussbericht abschliessend evaluiert.
- Eine wissenschaftliche Evaluation soll, falls Finanzen erschlossen werden können, die Wirkung gemäss den Projektzielen überprüfen.

5. Qualitätsförderung

Mittels eines Zwischenberichtes, Protokollen, laufender Überprüfung der Zielerreichung, Aus- und Weiterbildung des beteiligten Personals und Supervision/Coaching soll ein hoher Qualitätsstandart gewährleistet werden.

6. Ablauf, Zeitplan, Organisation

Genehmigung des Projektkredites durch die GEF Ende 2002

Projektstart Juli 2003

1. Zwischenbericht Juli 2004

Schlussbericht September 2005. Wenn Finanzen vorhanden: Erstellen der externen Evaluation bis Oktober 05.

7. Personal und Material

Die Infrastruktur (Infomaterial, Mobiliar, Standausrüstung etc.) muss anfangs des Projektes neu zusammengestellt, überprüft und vervollständigt werden. Im Bezug auf Informationsmaterial und Flyers muss das Angebot erweitert und ausgebaut werden. Es muss zudem ein Flyer über das Projekt gestaltet werden, welcher das Angebot, die Grundbotschaft und Hinweise zu Vorsichtsmassnahmen und Hilfs- und Beratungsangebote vermittelt.

Personelle Mittel sind: Chemiker, zwei Projektmitarbeiter und pro Anlass zwei regional delegierte BeraterInnen aus dem Bereich Suchtberatung. Chemiker und die zwei ProjektmitarbeiterInnen bilden das Kernteam des Angebotes. Dazu wird aus den verschiedenen Suchtberatungsstellen / Gassenarbeit eine Gruppe von 4 – 5 fachlich qualifizierten MitarbeiterInnen ausgewählt, welche gemeinsam mit dem Kernteam das Projekt betreiben. Das Arbeitspensum der ProjektmitarbeiterInnen beläuft sich auf 50 Stellenprozent. Die Stellenprozent verteilen sich mit 10% auf die zwei ProjektmitarbeiterInnen, die vorwiegend für die Arbeit vor Ort zuständig sind, 30 Stellenprozent sind vorwiegend für Vernetzungsarbeiten, Schulung und Synergiearbeiten vorgesehen, und weitere 10% werden für die zusätzlichen MitarbeiterInnen gerechnet. Das Engagement des Chemikers an den Veranstaltungen wird intern zwischen der GEF und dem Kantonsapothekeramt abgerechnet. Über den effektiven Arbeitseinsatz des eingesetzten Personals für das Projekt wird eine detaillierte Arbeitszeitkontrolle geführt.

8. Budget

	1. Juli 2003	31. Juni 2004	1. Juli 2004	31. Juni 2005
	Subvention Kanton	Contact Netz	Subvention Kanton	Contact Netz
- Personalkosten 50 % Projektmitarbeiter und Suchtberaterin GK 18/14 - Personal Contact Netz inkl. Overhead	50'000.--	30'000.--	50'000.--	30'000.--
Sachaufwand	2'000.--		2'000.--	
Material, Telefon, Transporte, Kosten für Infomaterial, Flyer, Büro Infrastruktur, EDV	3'000.--	3'000.-- 15'000.--	3'000.--	3'000.-- 10'000.--
Weiterbildung/Coaching	1'500.--	1'000.--	1'500.--	1'000.--
Evaluation	4'000.--	6'000.--	4'000.--	6'000.--
Spesenaufwand Kantonsapothekeramt	4'500.--		2'500.--	
Ungedeckter Projektaufwandüberschuss	65'000.--	55'000.--	65'000.--	50'000.--
Bewilligter Kredit für die Dauer von 2Jahren			130000.--	

9. Bewilligter Budgetkredit

Die GEF bewilligte am 20.9.2002 einen Kredit von Fr. 130'000.-- für die Realisierung des Projektes Pilot P für die Dauer von 2 Jahren.

10. Trägerschaft

Contact Netz
 Berner Gruppe für Jugend-, Eltern- und Suchtarbeit
 Monbijoustr. 70
 Postfach
 3000 Bern 23
 Tel. 031 / 378 22 20
 Fax 031 / 378 22 25
 E-mail: barbaragafner@contact-bern.ch

Überarbeitete Fassung
 Contact Netz - 15. April 2003